Extrait du Alger républicain

http://www.alger-republicain.com/PARTI-ALGERIEN-POUR-LA-DEMOCRATIE-490.html

PARTI ALGERIEN POUR LA DEMOCRATIE ET LE SOCIALISME - Marcher avec qui et pour quelle alternative ?

- Luttes sociales en Algérie -

Date de mise en ligne : vendredi 11 février 2011

Description :

(Extraits de la réponse du PADS, datée du 31 janvier 2011, à la question d'un lecteur sur notre position par rapport à l'appel à la marche du 12 février)

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Les forces de l'ultra libéralisme multiplient ces dernières semaines leurs appels à un changement de régime, « à la liberté, à la démocratie et à la dignité ». Elles rejettent toute tentative d'inscrire les revendications sociales des travailleurs dans leur plate-forme politique sous l'argument trompeur que la « démocratie » va résoudre ces questions. De nombreux citoyens et de participants à l'organisation de la marche du 12 février sont d'accord pour centrer le but des mouvements de contestation du régime sur la question démocratique et de renvoyer à « plus tard » la question des orientations économiques et sociales de leur mouvement. Ils sont dans l'erreur car au fond les ultra libéraux craignent avant tout que l'intervention des travailleurs sur des revendications politiques et sociaux de classe claires débouche sur la revendication d'un Etat de démocratie populaire qui prépare le terrain à la liquidation de toute domination bourgeoise, y compris celle qui prend le masque de la « démocratie ». Nous ne confondons pas avec les libéraux les citoyens qui n'ont pas encore discerné les enjeux des luttes actuelles. Nous poursuivrons nos efforts d'explication auprès d'eux. Toutefois, il ne peut être question pour nous de contribuer à la tromperie en évitant de critiquer les organisateurs de la marche du 12 février.

Nous ne sommes plus en 1988 quand toutes les classes sociales, ouvriers, bourgeois, féodaux, couches moyennes, ne voulaient plus du parti unique devenu une entrave à l'expression de leurs intérêts sociaux opposés et un obstacle à leurs luttes pour le contrôle absolu de la machine d'Etat.

Durant ces 20 dernières années, les classes dirigeantes ont réussi à imposer une démocratie de façade. Le pays est passé par une terrible guerre civile déclenchée à l'initiative des franges les plus réactionnaires de la société sous l'étendard de la religion. La responsabilité de cette sanglante période incombe aux forces du libéralisme quel que fût leur habillage. Elles ont fomenté, encouragé et même suscité l'islamisme pour tétaniser les forces de progrès et désorienter les masses. Le but de cette stratégie est maintenant apparu dans toute sa clarté à l'immense majorité de la population laborieuse : mener une contre-révolution antinationale et antipopulaire qui a fait passer l'essentiel des richesses du pays entre les mains d'une minorité, écraser sous la domination de celle-ci les travailleurs et les couches laborieuses, asservir les démunis sous le poids du pouvoir des voleurs des richesses de la nation. Les partisans du capitalisme dans le pouvoir et en dehors de lui ont donc réussi à imposer des orientations économiques et sociales capitalistes après le soulèvement du 5 octobre 1988. Ils avaient exploité et dévoyé le mécontentement des travailleurs et des jeunes contre le chômage, la misère, la corruption et les inégalités sociales propagés à grande échelle avec le virage à droite de ces années 1980.

Vingt ans après, les travailleurs n'acceptent pas de se ranger derrière n'importe quel appel « à la liberté et à la démocratie ». Leurs aspirations démocratiques sont chargées de revendications telles que le besoin d'avoir un travail que seule une société débarrassée des inégalités sociales peut garantir. Libertés démocratiques, travail, pain, logement, santé, éducation, sont étroitement liés. La dignité ne peut être assurée que dans une société qui garantit le plein emploi, bannit l'exploitation, la domination des capitalistes et la dictature des possesseurs de sacs d'argent, la fameuse « chkara ». Un pays qui ne se développe pas ne peut garantir une vie digne à ces forces laborieuses. Le libéralisme, dont la faillite totale sur tous les plans est maintenant manifeste dans notre pays, est le grand obstacle à une vie digne et à de vraies perspectives pour les jeunes. Tout parti qui prétend défendre la dignité du citoyen mais refuse de poser les revendications matérielles des travailleurs et la nécessité vitale de relancer le développement grâce à la reconstruction d'un puissant secteur d'Etat, ou bien ne fait qu'étaler le mépris des « repus » pour ceux qui n'ont que leur force de travail pour vivre et n'arrivent ni manger à leur faim ni à se loger décemment. Ou bien, et cela va ensemble, il vise à utiliser la masse ouvrière pour remplacer une équipe au pouvoir par une autre soi-disant plus « crédible » sans mettre en danger les fondements du système à l'origine de la misère et les injustices.

La crise du système économique et politique a atteint un tel degré d'acuité que les partisans du capitalisme sont déchirés par de sérieuses divergences sur le mode de « gouvernance ».

Vingt ans après 1988, les défenseurs du capitalisme semblent se scinder en deux groupes. Entre les deux oscillent

Copyright © Alger républicain

divers courants empruntant à l'un et à l'autre diverses nuances pour faire accepter un « libéralisme à visage social » selon l'expression du ministre de l'Intérieur. L'un a tiré les leçons de la faillite du libéralisme et paraît vouloir faire jouer à l'Etat un nouveau rôle pour lancer un processus de ré-industrialisation. Cela implique notamment le contrôle des entrées et sorties de devises du pays. Sa grande préoccupation est de sauvegarder les intérêts et le pouvoir de la bourgeoisie en faisant éviter à cette dernière le risque d'être emportée par une révolution qui résultera inévitablement de l'aggravation de la crise mondiale actuelle du capitalisme. L'autre groupe se cramponne à des positions ultra libérales. Il combat à mort cette tentative sans hésiter à rechercher l'appui des puissances impérialistes, pour lesquelles l'Algérie doit être cantonnée dans le rôle de comptoir économique, de vaste marché où se déversent les marchandises des pays capitalistes confrontés à une crise mondiale de leur système. En aucun cas ces puissances ne permettront à l'Algérie de reprendre le chemin du développement abandonné en 1980. Elles considèrent que le peuple algérien, trop fier de son combat séculaire pour se libérer de toute tutelle dominatrice étrangère, deviendrait dangereux pour leurs plans géostratégiques s'il parvenait à renouer les fils avec les grands objectifs libérateurs de la stratégie de développement amorcée à la fin des années 1960.

C'est le grand enjeu de l'heure. Et la question de la démocratie ne peut être coupée de la défense des intérêts des travailleurs et des intérêts généraux du pays confronté aux pressions et menaces voilées des pays impérialistes. Quiconque tente de séparer ces deux aspects de la démocratie travaille, consciemment ou inconsciemment à faire prévaloir les intérêts de la bourgeoisie compradore, parasitaire et exploiteuse.

Aux amis qui peuvent ne pas comprendre notre refus de cautionner les objectifs des ultra libéraux nous rappelons nos positions de principe.

"Nous soutenons toute action, toute manifestation, toute grève dirigée contre ce régime et ses choix de classe. Nous dénonçons toute entrave à la liberté d'expression des travailleurs et des progressistes. Quand nous en avons les moyens, nous organisons nos propres initiatives, fussent-elles d'envergure limitée, sous des mots d'ordre clairs pour la réalisation des aspirations de classe des masses laborieuses. Quand nos forces ne nous le permettent pas, nous nous adressons aux travailleurs entraînés dans les marches organisées par les partis bourgeois ou petits-bourgeois pour qu'ils impriment à ces marches leurs revendications politiques et économiques de classe.

Cependant, le PADS ne marchera pas derrière les partisans de l'ultra-libéralisme et amis des magnats de l'huile et du sucre, affameurs du peuple et exploiteurs sans vergogne des travailleurs. Il ne marchera pas derrière ceux qui se concertent avec l'ambassadeur des USA pour obtenir son appui dans leur course au pouvoir après avoir conféré avec les responsables des services de sécurité algériens. Il ne marchera pas sous la banderole agitée par ceux qui n'ont rien trouvé de mieux à faire que de chercher à gagner la sympathie de Cohn-Bendit, ancien partisan de la libération de Ali Belhadj, au plus fort des massacres commis par les terroristes du FIS, et député européiste enragé, viscéralement hostile à tout peuple aspirant à se libérer de la tutelle des grandes puissances impérialistes.

Le PADS marchera avec les travailleurs, les jeunes, les petits fellahs, les intellectuels démocrates progressistes et humanistes, les cadres honnêtes et patriotes de l'Etat et de l'économie, pour un changement radical de régime, pour que soit enfin instaurée la république démocratique et populaire rêvée par les masses populaires et esquissée dans le Programme de Tripoli et le programme du Parti Communiste Agérien à la veille de la proclamation de l'indépendance de l'Algérie après une guerre de libération lourde de sacrifices.

Nous ne tromperons par les travailleurs et les jeunes par des mots d'ordre suivistes qui les pousseraient à se mettre à la remorque des partisans du capitalisme dits d'opposition, à servir de chair à canon pour favoriser la réalisation de leurs objectifs de rééquilibrage des forces en présence au sein du régime, sans rupture avec le système capitaliste, quels que soient les bavardages sur le « changement de régime ». Nous les mettrons en garde pour qu'ils ne soient pas les jouets des forces de l'ultra libéralisme et les instruments inconscients du plan des puissances impérialistes qui considèrent que le moment est venu de prendre complètement le contrôle de l'Algérie par

Copyright © Alger républicain

l'intermédiaire d'hommes de paille totalement soumis à leurs visées et encore plus réactionnaires que les gens du régime.

Il serait criminel de cacher au peuple et aux travailleurs que les dirigeants de l'opposition ralliée à l'ultra libéralisme agissent de concert avec les pays impérialistes et jouent sur tous les tableaux pour arriver à leurs fins : exercer le pouvoir pour gérer « loyalement » un territoire selon les voeux des pilleurs impérialistes, les règles et les critères qu'ils ont définis pour le monde entier afin de soutirer le maximum de profits des pays pris dans leur filet. Il serait impardonnable de notre part de ne pas éveiller la vigilance des travailleurs pour qu'ils ne tombent pas dans le piège de leurs ennemis de classe déguisés en amis compatissant à leur détresse, sous prétexte que l'heure est d'abord à la lutte pour la démocratie et que les objectifs que nous poursuivons seront débattus plus tard grâce aux « acquis de la démocratie ».

Nous ne séparons pas le combat démocratique de la lutte pour mettre en échec les complots des pays impérialistes. Démocratie populaire en faveur de la classe ouvrière, de la paysannerie laborieuse, des couches intermédiaires vivant de leur travail et écrasées elles aussi par le système impérialiste-compradore ou démocratie bourgeoise inféodée à ce système. Telle est la question posée à l'étape actuelle des luttes.

Notre principe tactique est d'être dans toutes les manifestations avec nos propres analyses, nos propres mots d'ordre et nos propres objectifs sans se laisser lier les mains par aucun appel à la « trêve idéologique et politique » avec les partis de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie « modernistes » au nom d'une soi-disant unité la plus large des « démocrates » qui serait « indispensable » pour abattre le régime. Notre tactique est de combattre les tentatives d'exploiter le mécontentement des travailleurs et les révoltes des jeunes, par les partis et organisations qui critiquent d'un point de vue encore plus réactionnaire certaines décisions économiques du pouvoir en se camouflant sous le drapeau de la lutte pour la démocratie pour cacher leurs objectifs de classe. (...)

La responsabilité historique des communistes algériens et de toutes les forces de progrès du pays est de travailler à la prise de conscience des travailleurs pour qu'ils jouent un rôle fondamental dans les luttes en vue d'un changement radical de régime. (...)

La tâche qui se pose à toutes les forces progressistes authentiques du pays est de conduire la lutte de classes des exploités et des catégories sociales marginalisées par le système politique et économique actuel sans servir de marche-pieds pour leurs ennemis de classe, fussent-ils « opposants » et « démocrates »."

.

(Extraits de la réponse du PADS, datée du 31 janvier 2011, à la question d'un lecteur sur notre position par rapport à l'appel à la marche du 12 février)

Copyright © Alger républicain